



QUAND L'EXTRÊME DROITE GÈRE LES AFFAIRES SCOLAIRES, LA JEUNESSE ET L'ENFANCE...

Un peu d'histoire face à l'actualité... Un jour, un petit garçon raconte son rêve en classe où il tue le maire obéissant aux ordres de son instituteur Célestin FREINET. Ce dernier fait alors l'objet de menaces de jeunes patriotes soutenus par le maire considérant que cette école publique est « déviante ». En avril 1933, une centaine de « bons citoyens » tenteront de pénétrer dans l'École et de faire sortir de force Célestin FREINET. Celui-ci, déterminé à continuer de faire classe, pointera alors un revolver. Charles Maurras (Action Française) s'en mêlera et lui consacra la une de son journal ainsi que plus de 42 éditoriaux, : « *Il faut en finir avec la théocratie kantienne et roussienne qui accable écoliers et contribuables français.* ».

Si la question de la violence n'est pour l'heure pas d'actualité, ce morceau d'histoire rappelle combien la question de l'École est sensible pour l'extrême droite, sujet idéologique et vecteur de décisions violentes à l'encontre des libertés et de l'éducation.

Lors des dernières élections municipales du printemps 2026, de nombreuses collectivités ont basculé aux mains de l'extrême droite, impliquant des décisions aux conséquences graves pour l'École, les élèves et les familles.

Rappelons que parmi les principes fondateurs de l'école publique, il y a la question de sa gratuité, inscrite dans le code de l'Éducation. Mais force est de constater que ce principe n'a jamais été complètement appliqué (ou du moins que très partiellement) sous l'effet conjoint de la décentralisation et des politiques libérales. En revanche, une chose est sûre : quand l'extrême droite arrive aux affaires municipales, les écoles, les services périscolaires et de restauration scolaire sont davantage mis à mal, creusant de fait un peu plus les inégalités. Ces équipes municipales font clairement d'autres choix et privilégient un fléchage budgétaire pour financer les uniformes ou des mâts porte-drapeaux...

ELLE PORTE BIEN UNE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE

Cette première rentrée post-élections municipales permet aujourd'hui de prendre conscience de la réelle politique éducative de ces communes, des choix assumés tels des symboles. **Tour d'horizon...**

- À Hayange (57), le maire décide la suppression de navettes scolaires municipales privant ainsi 85 enfants de 6 à 11 ans de moyen de transport. La ligne de bus régulière ne permet pas d'assurer la sécurité des élèves (arrêts de bus ou dans le bus). Le maire a trouvé une solution : faire accompagner les enfants par un policier à la retraite.
- À Billy-Montigny (62), le nouveau maire RN a pris la décision de supprimer le kit de rentrée offert depuis des années aux collégien·nes sans aucune garantie que cela renforce le budget fournitures des écoles.
- À Nice (06), Éric Ciotti ne poursuit pas le dispositif de fournitures gratuites qui avait pu profiter à plus de 22000 élèves. En revanche, il projette d'installer un mât dans chaque école élémentaire afin que soit organisées des levées des couleurs hebdomadaires en chantant La Marseillaise. Si cette mesure n'est pas acceptée par l'Éducation nationale, le maire persiste pour la faire appliquer dans le périscolaire...
- À Saint Savin (33), les familles le plus modestes ne pourront plus bénéficier de la gratuité de la cantine.
- À Montargis (45), le projet du pôle éducatif est suspendu, ainsi que celui du pôle santé. Les travaux de construction ou de rénovation des écoles et crèches sont reportés.





QUAND L'EXTRÊME DROITE GÈRE LES AFFAIRES SCOLAIRES, LA JEUNESSE ET L'ENFANCE...

À Carpentras (84), le maire choisit de supprimer la régie agricole-ferme bio municipale qui fournissait, entre autres, les cantines des écoles.

À Vierzon (18), la reconduction des fournitures scolaires gratuites est interrompue. Cette décision s'accompagne de la hausse des prix de la cantine et de l'entrée à la piscine.

À Harfleur (76), la décision du maire « Les patriotes » de supprimer l'aide de 50€ « coup de pouce » pour soutenir le pouvoir d'achat des familles à la rentrée s'est faite suspendre.

À Béziers (34), la municipalité poursuit sa politique du tout-uniforme et y consacre un budget uniforme de 200€/élève, soit environ 100 000€.

Sans entrer dans le détail des projets éducatifs de chacune de ces communes, ces quelques décisions listées ne sont pas anodines et sont symptomatiques d'un projet global. Elles portent un projet régressif, dangereux, visant à encadrer l'Éducation (élèves comme personnels), à casser la solidarité et à opposer les familles. À rebours de notre projet d'École.

L'EXTRÊME DROITE N'EST PAS LA RÉPONSE AUX PROBLÈMES,

